Prud'hommes 2008

Union syndicale **Solidaires**

Snabf Solidaires/ Alter / Snj / Snuccrf / Snupfen / Snui / Supper / Sui / Spasmet / Sud Rural / Sud PTT / Sud Travail Affaires sociales / Sud Vpc / Sud Fnac / Sud Etudiant(e)s / Sud Energie / Sud Collectivités territoriales / Sud Crédit agricole / Solidaires industrie / Solidaires douanes / Solidaires justice / Sud Santé Sociaux / Sud Culture / Sud Caisses d'Epargne / Sud Education / Sud Chimie Pharmacie / Sud Rail / Sud Commerce / Sud Ppa / F.A. Environnement / Sud Mineﬁ / Sud Banques / Sud Anpe / Sud Aérien / Sud Michelin / Sud Trésor / Sud Aviation civile / Sud Protection sociale / Sud Recherche / Sud Insee / Sud Autoroutes / Sud Urssaf / Sud Cdc

Le 3 décembre aux prud'hommes

- Votez pour un syndicalisme combatif
- Votez pour un syndicalisme au plus près des salarié-es
- Votez Solidaires

Solidaires, c'est quoi ?

L'Union syndicale Solidaires

Solidaires s'est constituée en 1981 à partir de dix syndicats autonomes, non-confédérés et regroupe aujourd'hui 43 fédérations ou syndicats nationaux dont les syndicats SUD.

Solidaires est présente dans près de 85 départements au travers des structures interprofessionnelles locales.

Solidaires, à travers ses organisations professionnelles, est présente aussi bien dans le privé que dans le public : aérien, banques et finances, culture, éducation, énergie, industrie, métallurgie, chimie, pharmacie, activités postales, télécommunications, rail, recherche, santé, commerce... Aujourd'hui, **Solidaires** est souvent la première ou la deuxième organisation syndicale dans un certain nombre d'établissements, d'entreprises, de services, d'administrations ou de ministères.

Septembre 2008

Solidaires : un outil démocratique

Forte de 90 000 adhérent-es, **Solidaires** met en œuvre au quotidien un fonctionnement original basé sur la recherche constante de ce qui unit plutôt que de ce qui divise. Notre projet consiste à mieux s'organiser pour mieux agir ensemble et éviter les phénomènes d'institutionnalisation, de délégation de pouvoir, d'experts, de superstructures que connaissent trop souvent les grandes confédérations. En ce sens, nous avons l'ambition de contribuer à répondre à la crise du syndicalisme et participer à sa rénovation pour redonner à l'ensemble des salarié-es le goût de l'action collective.

Solidaires entend mettre en œuvre un syndicalisme de contre-pouvoir qui lie défense quotidienne des salarié-es et transformation de la société. Un syndicalisme de luttes pour la construction d'un rapport de forces en vue de contrer les politiques patronales et gouvernementales. Un syndicalisme de lutte pour la mise en œuvre de projets alternatifs favorables aux salarié-es quels que soient leur statut ou la taille de leur entreprise, aux chômeurs, aux précaires et aux sans-droits.

Aujourd'hui, il s'agit de créer des conditions d'actions efficaces pour imposer d'autres choix économiques et sociaux. Pour **Solidaires**, défendre efficacement les travailleurs, c'est être capable d'agir sur l'ensemble des facteurs qui déterminent leurs conditions d'existence. Agir localement contre les décisions patronales ou gouvernementales ne peut suffire si, dans le même temps rien n'est fait pour s'attaquer aux causes premières, à l'origine de ces décisions. Notre Union syndicale s'attache à développer une stratégie et une pratique syndicales, au niveau professionnel comme au niveau interprofessionnel, permettant aux salarié-es de mieux faire le lien entre ce qu'ils vivent sur leur lieu de travail et une mondialisation libérale et financière en marche d'un bout à l'autre de la planète. C'est pourquoi notre syndicalisme ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail et s'inscrit pleinement dans un mouvement global.

Solidaires : un outil pour les luttes

Pour construire les rapports de force nécessaires face à l'arrogance patronale ou gouvernementale, pour imposer de véritables négociations et gagner sur les revendications, nous n'excluons aucune forme d'action, y compris la grève reconductible. C'est ce qu'ont pratiqué, entre autres, SUD-Rail, SUD Ratp, SUD Culture, SUD Energie lors de la remise en cause des régimes spéciaux fin 2007, prélude à la casse des retraites.

Les luttes menées récemment, dans de grands groupes comme PSA, Renault, Michelin, Total, GoodYear, La Redoute, Virgin… ou dans nombre d'entreprises locales, dans la défense locale des services publics sont là pour témoigner que les syndicats de Solidaires y sont fortement impliqués. Pour lutter de manière déterminée au sein de l'entreprise, quelle que soit sa taille, Solidaires est déterminée à lutter pour s'opposer aux suppressions d'emplois, obtenir une amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires…

Depuis plusieurs mois maintenant, **Solidaires** comme de plus en plus de salarié-es constatent l'inefficacité des journées d'action de 24 heures à répétition, qui épuisent les grévistes et les manifestants sans offrir de perspective à la hauteur des enjeux.

Face aux attaques des patrons et de leur gouvernement, il ne s'agit plus de « montrer notre désaccord » au travers des journées d'action isolées, mais de construire un mouvement interprofessionnel, unitaire, reconductible.

C'est ce qu'il faut aujourd'hui dans notre pays pour mettre un terme aux contre-réformes, rétablir les droits supprimés et permettre que le progrès social profite à toutes et tous.

Toutes et tous ensemble contre la régression sociale !

Prud'hommes 2008

Union syndicale **Solidaires**

Snabf Solidaires/ Alter / Snj / Snuccrf / Snupfen / Snui / Supper / Sui / Spasmet / Sud Rural Sud Ptt Sud Travail Affaires sociales Sud Vpc Sud Fnac Sud Industrie(s) Sud Energie Sud Collectivités territoriales Sud Crédit agricole / Solidaires industrie / Solidaires douanes / Solidaires justice / Sud Santé Sociaux Sud Culture Sud Caisses d'Epargne Sud Education Sud Chimie Pharmacie Sud Rail Sud Sonacotra Sud Cpa / F.A. Environnement / Sud Minefi Sud Banques Sud Anpe Sud Aérien Sud Michelin Sud Trésor Sud Aviation civile Sud Protection sociale Sud Equipement Sud Insee Sud Notaires Sud Urssaf Sud Cdc

Depuis un an, les contre-réformes engagées par le gouvernement et le Medef s'accumulent et rendent notre société encore plus injuste et plus inégalitaire. La précarité et la flexibilité sont érigées en modèle social et l'ensemble des salarié-es, des retraité-es, des chômeurs et des sans-droits voient se dégrader de jour en jour leurs conditions de vie.
Ce gouvernement, sous la houlette du Medef, a décidé de casser toute solidarité et de reprendre l'ensemble de nos acquis sociaux obtenus, rappelons-le, grâce à des luttes et des grèves de grande ampleur. Pour contrer cette politique de régression sociale, Solidaires considère qu'il est urgent de préparer une riposte générale et de faire enfin converger les luttes.

Tous nos acquis sont remis en cause

Le gouvernement, dès sa mise en place a décidé d'aller vite et d'attaquer sur tous les fronts pour imposer une société du profit pour une minorité où chacun et chacune serait soi-disant seul(e) responsable de sa situation.
Remise en cause du droit de grève, autonomie des universités, franchises médicales, code du travail, contrat de travail, 35 heures, assurance maladie, fermeture des hôpitaux publics de proximité, éducation nationale, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, retraites, sans oublier les tests ADN, le flicage accru des chômeurs, les expulsions massives des sans-papiers, la pénalisation des plus jeunes, la répression...
On le voit : de nombreux mauvais coups sont tombés en quelques mois mettant encore plus à mal les systèmes de solidarités et les droits collectifs de notre société. Et ce n'est pas prêt de s'arrêter si nous n'y mettons pas un terme.

Pouvoir d'achat à la baisse !

Dans ce contexte, une question majeure préoccupe l'ensemble de la population et du monde du travail : celle du salaire et du pouvoir d'achat. Alors que tout augmente, en particulier les produits de première nécessité (alimentation, loyers, électricité, énergie…), les salaires, eux, restent en rade. Et selon le patronat et le gouvernement rien ne peut être fait car les caisses sont vides. Mais pas pour tout le monde : l'une des premières mesures spectaculaires du gouvernement a consisté à donner plus de 15 milliards d'euros aux plus riches. Quelques mois plus tard, alors que de nombreuses grèves se développaient pour des augmentations de salaires, Sarkozy s'auto-augmentait de 172 % et les patrons du CAC 40 voyaient leurs revenus augmenter de 57 %. Pire, les seules réformes consistant soi-disant à augmenter notre pouvoir d'achat consistent, dans les faits, à ce que nous travaillons plus (exonération des heures supplémentaires, rachat des jours RTT, fin des 35h…) pour gagner rien.

Passons à l'offensive !

Face aux attaques gouvernementales, nous ne pouvons pas nous contenter d'être sur la défensive : nous pouvons proposer des solutions alternatives. Que ce soit sur la durée de cotisation pour les retraites ou la question de l'augmentation des salaires, nous pouvons opposer au capitalisme une autre distribution des richesses que nous produisons. De l'argent il y en a : les actionnaires du CAC 40 se sont partagés plus de 100 milliards d'euros en 2007. Sans parler des multiples cadeaux fiscaux en faveur du patronat. Au "travailler plus pour gagner moins" mis en place par Sarkozy, opposons le partage du travail, la réduction du temps de travail avec maintien des salaires pour que l'ensemble de la population travaille. De même, 37,5 annuités de cotisations pour le droit à la retraite, c'est possible pour le privé comme le public ! Imposons une revalorisation du salaire minimum, un relèvement des cotisations patronales (inchangées depuis 20 ans) et une augmentation immédiate de tous les salaires ! Ce gouvernement n'est pas invincible. Il compte sur nos divisions, en essayant d'opposer français-es et immigré-es, salarié-es du privé et du public, chômeurs et chômeuses à celles et ceux ayant un travail. Face à ces manœuvres, nous devons construire une riposte globale !